Comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **36 (2020)**

PDF erstellt am: **05.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

COMPTES RENDUS

André Holenstein, Patrick Kury, Kristina Schulz, *Schweizer Migrationsgeschichte. Von den Anfängen bis zur Gegenwart,*
Baden, Hier und Jetzt, 2018,
384 pages

À travers dix-sept chapitres chronologiques, l'ouvrage explore les multiples facettes du fait migratoire pour les sociétés qui ont occupé le territoire suisse actuel, de la préhistoire à nos jours. Il entend montrer qu'une histoire de la Suisse et des Suisses·ses qui ne tiendrait pas compte des migrations n'est simplement plus possible. Ce faisant, il s'attache également à déconstruire un certain nombre d'idées reçues qui imprègnent l'histoire nationale et qui pèsent sur les débats politiques en matière d'immigration en ce début de XXIe siècle.

Les auteurs et autrice rappellent que la migration et la mobilité ne sont pas des phénomènes récents, nés avec l'émergence de la société industrielle, mais des réalités millénaires. Leurs exemples présentent la complexité et la diversité des processus migratoires. Il s'agit en effet rarement de flux menant des populations d'un point A à un point B, comme les dépeignent certains discours politiques sur, et en particulier contre l'immigration. S'attachant aux migrations de travail militaires et civiles d'Ancien Régime, André Holenstein retrace leur importance déterminante pour les sociétés de l'ancienne Confédération. Ainsi, le service mercenaire a concerné des centaines de milliers de soldats, mobilisant au XVIIe siècle entre 10 et 30% des hommes adultes selon les régions, et cela pour des engagements durant généralement de longues années avant le retour au pays. Si elles ne sont pas aussi massives, les migrations de travail civiles concernent de nombreux secteurs d'activités : le commerce, la domesticité, les divers métiers de l'art et de l'artisanat ainsi que les activités générées par les nouvelles denrées coloniales (chocolat, café, sucre). Holenstein revient sur l'exemple saisissant des confiseurs grisons, nombreux à s'établir à Venise au XVIIe siècle, et qui, suite à la rupture d'alliance entre les Ligues grisonnes et la Sérénissime, sont contraints de s'expatrier vers d'autres territoires, de telle sorte que vers 1900, on en trouve dans 571 villes européennes, de l'Espagne à la Russie. Surtout, il montre que ces artisans n'ont jamais rompu les liens avec leurs terres d'origine, entretenant des réseaux migratoires familiaux sur plusieurs générations. Répondant à un mode différent, cyclique, les migrations saisonnières d'artisans des vallées alpines du Tessin et des Grisons vers les villes du nord de l'Italie participent d'un système économique et social original, basé sur des flux croisés de migrants et sur la prise en charge de nombreuses activités productrices par ceux, et avant tout celles, qui restent au pays. Sur ce même sujet (mais traduit en français), on pourra également se référer à son livre *Au cœur de l'Europe. Une histoire de la Suisse entre ouverture et repli* paru en 2019 chez Antipodes.

Une part prépondérante de l'ouvrage *Schweizer Migrationsgeschichte* est consacrée au XIXe et au XXe siècles. Patrick Kury jusqu'à la Première Guerre mondiale, puis Christina Schulz en développent les thématiques principales : les conséquences sur la citoyenneté et la politique migratoire de la création de l'État fédéral en 1848 ; la transformation de la Suisse en un pays d'immigration dans le dernier quart du XIXe siècle ; le durcissement de la politique d'immigration à partir de la Première Guerre mondiale et la création d'un cadre administratif et législatif fédéral ; la mise en place, après la Deuxième Guerre mondiale, d'une politique d'immigration conforme aux besoins patronaux, mais très restrictive quant aux droits des travailleurs et travailleuses étrangères ; la limitation de l'immigration sous la pression de milieux nationalistes dès le milieu des années 1960.

La succession des chapitres, qui fait alterner migration économique et politique d'asile, démontre très clairement l'impact qu'elles ont l'une sur l'autre. Ainsi, l'hostilité à la présence d'étrangers et d'étrangères, qui s'affirme durant la Première Guerre mondiale, détermine la politique migratoire développée dès la fin du conflit par les autorités fédérales. Hantées par la crainte d'un afflux de migrants et migrantes indésirables, notamment de réfugiés et réfugiées juives d'Europe orientale, ces mesures restreignent drastiquement leurs possibilités d'établissement, tout particulièrement dans les années 1930. Après la guerre, le besoin de faire oublier l'attitude complaisante de la Suisse envers l'Allemagne nazie conduit les autorités à adopter une politique d'asile plus généreuse, qui se manifeste d'autant plus volontiers qu'elle s'exerce en faveur des victimes des interventions soviétiques, en Hongrie puis en Tchécoslovaquie. A contrario, les Chiliens et Chiliennes qui fuient le régime du général Pinochet après 1973 ne seront admis qu'au compte-gouttes et sur la pression de mouvements de solidarité.

L'approche restrictive définie dans l'entre-deux-guerres, marquée par la crainte de la présence étrangère et des menaces qu'elle ferait porter sur l'identité nationale, façonnera largement la politique migratoire de l'après-guerre. Elle vise à empêcher l'établissement durable des travailleurs et des travailleuses étrangères en leur attribuant des permis de durée limitée, à la saison (A) ou à l'année (B). Bien que ce principe de rotation soit remis en cause à partir des années 1960 du fait de la pression des pays d'émigration, en particulier de l'Italie, la Suisse ne s'est jamais défaite de cette approche restrictive, ce dont témoigne la nouvelle loi « sur les étrangers et l'intégration » entrée en vigueur en janvier 2019 et qui formalise toute une série d'exigences, notamment linguistiques, pour pouvoir prétendre au droit de séjour.

PATRICK AUDERSET

Laurence Marti, *L'émergence du monde ouvrier en Suisse au XIXe siècle*, Neuchâtel, Alphil Livreo, coll. Focus 2019, 142 pages

Ce petit livre est un tour de force. Dans le rigoureux format de la collection (pas de notes, juste de brèves bibliographies en fin de chapitres), l'auteure parvient en douze chapitres à montrer comment la question ouvrière est devenue centrale pendant

le « court » XIXe siècle, plus finement depuis l'Acte de médiation de 1803 qui abolit les corporations jusqu'à la Loi sur les fabriques de 1877.

L'introduction évoque la difficulté de pareille synthèse, mais aussi son intérêt actuel : « Le monde ouvrier a [...] retrouvé les marges, après plus d'un siècle sur le devant de la scène sociale et politique. Il n'en continue pas moins à exister et à se transformer, plus silencieusement peut-être que jamais auparavant » (p. 11).

Le chapitre 1 porte sur « l'ouvriérisation », grâce au libre accès au travail dans le pays entier. Le nombre des ouvrières et ouvriers est difficile à évaluer, faute de recensements et en raison de la diversité des structures, travail à domicile, en atelier ou en fabrique. À côté du textile et de l'horlogerie, l'auteure rappelle l'importance de la construction et des transports. Elle passe ensuite en revue les populations ouvrières : familles avec enfants, paysans ou artisans miséreux, immigrés d'Allemagne, de Savoie et du Piémont.

Les ouvriers sont d'abord des salariés, et la question des salaires deviendra « l'un des premiers sujets de débat au sein du monde ouvrier et l'une des raisons qui les encouragera à s'associer » (p. 37). Les emplois permanents sont rares, on est saisonnier, on passe de l'artisanat à l'usine puis à l'indépendance avant de retrouver un emploi. L'autonomie paysanne ou villageoise s'étiole, il faut acheter les denrées nécessaires, emprunter parfois pour construire un local de travail (p. 48) : la généralisation des échanges monétaires ne modifie pas seulement la vie des familles, mais aussi l'architecture et le paysage.

Laurence Marti montre ensuite combien les métiers restent fragmentés ; on connaît l'exemple de l'horlogerie, où la fabrication de la montre requiert jusqu'à soixante métiers différents, mais c'est aussi le cas par exemple dans l'indiennerie, la chaussure, avant que les fabriques introduisent peu à peu la mécanisation.

Le chapitre 7 étudie les conditions de travail : très longues journées, stricte discipline, hygiène (« la barbe doit être faite et les mains propres », p. 80) ; la protection contre les maladies et les accidents n'est assurée que par des mutuelles ouvrières ou philanthropiques (voir aussi les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, nº 27, 2011, *Syndicats et politique sociale*).

Y a-t-il une vie en dehors du travail ? se demande le chapitre suivant, qui parle des conditions de logement et du travail domestique invisible, mais aussi des lieux de sociabilité et des divertissements, qui sont « un univers masculin » (p. 96s.). Un historien n'aurait peut-être pas été aussi sensible à cette dimension que l'auteure. Elle reprend d'ailleurs ce thème dans le dernier chapitre, « Les femmes et les enfants d'abord ! ». Avant cela, elle passe en revue « les premiers échos d'une voix ouvrière », avec les journaux, le rôle de l'Association internationale des travailleurs, les premières grèves. « En 1875, à Saint-Imier on recense cinq sociétés mutuelles, dont celle des repasseurs, remonteurs et faiseurs d'échappement, mais aussi celle des citoyens français ou des jeunes israélites » (p. 103). De nouveau, ce sont des voix essentiellement masculines que l'on entend.

Au chapitre 10, on entend « la voix des autres », associations religieuses, sociétés philanthropiques, soucieuses surtout du bien moral des populations ouvrières. Le dernier chapitre

revient sur les femmes et les enfants, et la lente apparition de réglementations étatiques sur la durée du travail, l'âge minimum, la protection particulière de ces populations, pour arriver à la loi sur les fabriques, adoptée de justesse en octobre 1877.

Entrecoupé d'exemples provenant de la Suisse entière, illustré de plusieurs belles reproductions, complété de brèves orientations bibliographiques, on a là un ouvrage unique dans l'historiographie de la Suisse, d'une lecture fort agréable qui n'évite pas les questionnements.

MARIANNE ENCKELL

Didier Cattin, *Une école de son temps. Un siècle de formation sociale à Genève (1918-2018),*
Genève, Éditions ies, 2019, 320 pages

À l'occasion du centenaire de l'institution de formation sociale à Genève, Didier Cattin en retrace l'origine et les grandes étapes depuis la fondation en 1918 de l'École suisse d'études sociales pour femmes créée par une association privée, devenue en 1968 Institut d'études sociales, jusqu'à la Haute école de travail social (HETS) de 2002, rattachée en 2014 à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), désormais entièrement publique. Le projet est d'explorer l'histoire complexe de cette école dessaisie de son autonomie, englobée dans une entité plus grande, mais avec l'avantage d'une reconnaissance au niveau fédéral.

Préfacé par Joëlle Libois, directrice de la HETS, qui relève notamment les défis actuels du travail social (vieillissement et migration), l'ouvrage est écrit par un enseignant de l'école, lui-même animateur socioculturel. Depuis près de 30 ans, il étudie l'histoire du travail social sur le long terme, domaine qu'il connaît aussi de l'intérieur, par sa formation et sa pratique.

Les archives de l'institution ne sont pas présentées, mais à l'évidence il a disposé d'une abondante documentation, en particulier la correspondance administrative, les procès-verbaux, les rapports annuels et les plans d'études. Les illustrations sont plus évocatrices qu'informatives, mais deux photographies de groupe d'époques différentes attestent l'évolution d'une formation réservée aux femmes devenue progressivement mixte à partir des années 1950. Un tableau chronologique très utile relève les principales données relatives au statut de l'école, aux formations variées qui apparaissent et disparaissent, et au contexte social et international.

L'ouvrage, très documenté et de lecture aisée, est organisé de manière thématique. Un premier chapitre aborde les débuts de l'École suisse d'études sociales pour femmes dans le contexte de la fin de la Première Guerre mondiale. Il s'agit à la fois, suivant quelques exemples développés aux États-Unis et en Europe au tournant du siècle, d'offrir de nouvelles carrières aux femmes et de professionnaliser l'assistance en lien avec le développement des politiques sociales. Le fondateur, Hans Töndury, alors jeune professeur d'économie commerciale à l'Université de Genève, s'entoure de personnalités influentes, universitaires et féministes de la bourgeoisie protestante à Genève, parmi lesquelles Émilie Gourd.

Le chapitre 2 est le plus développé. Il explore la structure de l'école et

ses différentes formations qui ne cessent de se diversifier et de se modifier au cours des décennies. Durant l'entre-deux-guerres, il s'agit de donner une formation complémentaire civique et économique à des jeunes filles ayant suivi l'enseignement secondaire (certificat d'économie domestique) et d'offrir une instruction professionnelle au sein de quatre sections : *Activités sociales* (dès 1939 *Assistantes sociales*), *Direction d'établissements hospitaliers*, *Bibliothécaires-secrétaires-libraires*, *Enseignement ménager et professionnel féminin*. En fonction des besoins, des formations plus courtes sont mises en place, comme celle, dès 1921, dans le contexte de la lutte contre la tuberculose, d'infirmières-visiteuses réservée à des infirmières diplômées, inaugurant ainsi un premier cours de perfectionnement (transféré à l'École de Bon secours en 1958). Un foyer est créé pour des élèves internes et pour permettre d'exercer les activités ménagères. Des écoles s'ouvrent dans l'École d'études sociales, ainsi l'École de laborantines (dès 1927) et l'École d'auxiliaires de médecins (dès 1953), toutes deux rattachées en 1981 au Centre d'enseignement des professions de la santé, ou l'École de bibliothécaires (dès 1948, devenue École supérieure d'information documentaire en 1990) rattachée à la Haute école de gestion en 1998. L'École d'études sociales de Genève, s'associant à un projet initial vaudois, collabore à l'ouverture en 1954 à Lausanne du Centre de formation d'éducateurs de l'enfance inadaptée qui est ainsi une section décentralisée de l'école. Le canton de Vaud, comptant de nombreuses institutions, se prête alors mieux à cette formation conçue, comme les autres formations de l'École d'études sociales de Genève, à la fois avec des cours théoriques et pratiques et en stages ; elle remplace la section *Établissements hospitaliers*. Ainsi dans l'après-guerre, l'institution offre des formations à l'identité plus solide. La mixité prend place progressivement, la mention *pour femmes* dans le nom de l'école est abandonnée, celle-ci devient officiellement en 1957 l'École d'études sociales, avec une École de service social qui englobe principalement la formation d'assistants sociaux.

Un nouveau champ professionnel apparaît avec l'École d'animateurs dès 1962. Ce sujet fait l'objet d'un développement très stimulant sous la plume de Didier Cattin. La question de la gestion du temps libre au sein de la jeunesse devient une problématique sociétale importante dans les zones urbaines et périurbaines avec la création des centres de loisirs. Cette nouvelle profession d'animateur est porteuse d'une dynamique originale qui va aussi oser une approche critique de l'activité sociale et expérimenter l'autogestion.

Dès 1970, une École d'éducateurs spécialisés s'ouvre au sein de l'École d'études sociales à Genève afin de répondre à la demande croissante de professionnels, notamment par le biais de la formation continue.

On peut relever l'important développement des formations sociales entre les années 1950 et 1970 comme en témoigne, dans le canton de Vaud, l'École d'études sociales et pédagogiques (EESP) née en 1964 de la fusion du Centre de formation d'éducateurs de l'enfance inadaptée (1954) et de l'École d'assistantes sociales et d'éducatrices (1952) et comprenant trois sections : assistantes sociales, éducateurs spécialisés, jardinières

d'enfants. S'y ajouteront d'autres sections, ergothérapeutes (1965), animateurs socioculturels (1967), maîtres socioprofessionnels (1972).

Dans les années 1970, à l'École d'études sociales de Genève, un groupe nommé INTEREC, pour inter-écoles, mène une réflexion pour rapprocher ses trois écoles (animateurs, éducateurs et travail social) afin de décloisonner les formations et de faciliter la mobilité professionnelle en offrant une formation de base généraliste complétée par un système d'unités de formation (UF). Les trois écoles sont réunies en 1993 sous une entité unique qui devient l'École supérieure de travail social (ESTS) ; elle disparaît à son tour dans l'intégration au projet national des hautes écoles professionnelles et devient en 2002 Haute école de travail social de niveau tertiaire universitaire.

Durant près d'un siècle, diverses formations professionnelles ont été assumées par l'École d'études sociales de Genève, puis Institut d'études sociales, apparaissant ou disparaissant selon les besoins et selon le rôle des autres institutions de formation. La dernière apparition est l'École romande de psychomotricité en 1995, jusqu'alors rattachée à l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université.

Les chapitres 3 à 6 abordent des thématiques plus spécifiques comme le contenu des formations et des méthodes d'intervention à partir des plans d'études successifs (*case work*, *group work*, etc.), les lieux de l'école, ses ressources (Centre de recherche sociale, Centre de formation continue, bibliothèque, services audiovisuel et informatique), les acteurs de l'école (directrices et directeurs, enseignants, personnel administratif, étudiants), son statut juridique, son financement et les relations extérieures.

Quelques pages sont consacrées à la fréquentation principalement féminine de l'école, hormis les formations de bibliothécaires, d'animateurs et d'éducateurs. Le premier homme a été admis à la formation d'assistant social en 1951. Autour de 2000, le taux moyen d'hommes est d'environ 30%. Le travail social, presque exclusivement féminin au début du XXe siècle, reste majoritairement assumé par les femmes.

En conclusion, Didier Cattin relève les ruptures et les continuités dans cette école polymorphe qui n'a cessé de se modifier. La seule continuité a été sa mission : « former des professionnels de l'intervention sociale [...] prêts à s'engager pour accompagner des populations en situation de faiblesse, de détresse ou de souffrance sociale, économique, culturelle, ou encore psychique ou physique ; des professionnels disponibles pour autrui, mais aussi à l'écoute du monde et de ses injustices ». Cependant, le travail social reste confronté au dilemme suivant, dénoncé dès les années 1960-1970 : aide aux personnes fragilisées ou instrument de contrôle ?

GENEVIÈVE HELLER

Pierre-Yves Donzé et Joël Jornod, *L'industrie en images. Un système technologique et industriel dans le Jura bernois, XIXe-XXIe siècles,*
Neuchâtel, Éditions Alphil 2019, 550 pages

Longines ou Camille Bloch, ça vous dit quelque chose ? La première de ces marques évoque des montres onéreuses, la seconde des barres de cho-

colats. Mais est-ce que Nivarox, Affolter Technologies, DC Swiss, LNS, Sonceboz ou encore Straumann vous disent quelque chose ? Si vous ne travaillez pas dans les secteurs ou lieux de production respectifs, ces noms d'entreprises ne vous parlent pas. Pourtant, il s'agit de grandes entreprises basées au Jura bernois et comptant des centaines, voire des milliers de travailleurs. Le même écart entre nos représentations et la réalité se retrouve concernant la Suisse. Pour la plupart des gens, le terme « Suisse » évoque des images de paysages alpins et d'agriculture, plutôt que d'usines et de machines. Et ce, bien que l'agriculture et le tourisme soient beaucoup moins importants pour l'économie et le monde du travail que ne le suggèrent les images collectives de la Suisse. L'agriculture offre en Suisse 70 000 emplois à plein temps, le tourisme 170 000. En comparaison, les deux secteurs (industrie et artisanat) comptent plus d'un million d'employés, soit 6 fois plus que le tourisme et 15 fois plus que l'agriculture. Même l'industrie horlogère et celle des machines, qui à elles deux représentent 20% du secteur secondaire, emploient presque plus de personnes que le tourisme et l'agriculture cumulés. La raison de ce décalage manifeste entre ce que nous imaginons comme typiquement suisse et la réalité réside dans la construction séculaire d'images stéréotypées représentant une Suisse agricole et touristique. Cependant, ces images ne tiennent guère compte du développement économique de la Suisse. En raison de l'industrialisation à partir du XVIIIe siècle et de la mondialisation à partir de la fin du XIXe siècle, les secteurs économiques à forte intensité de capital se sont orientés vers le marché mondial. C'est le cas pour l'industrie du Jura bernois. Les acheteurs ou consommateurs des produits de cette région très tôt industrialisée se situent avant tout à l'étranger.

Un livre publié fin 2019 prend enfin en compte le haut degré d'industrialisation et la forte orientation vers le marché mondial du Jura bernois, en donnant un aperçu de la diversité de l'industrie de cette région. Écrit par Pierre-Yves Donzé, fin connaisseur de l'industrie horlogère suisse, et Joël Jornod, responsable du Centre jurassien d'archives et de recherches économiques (CEJARE) de Saint-Imier, le livre offre tout à la fois un aperçu d'histoire locale et globale.

L'ouvrage est divisé en sept chapitres. Le premier présente le système économique du Jura bernois. Il montre que l'industrie horlogère, qui s'était déjà implantée dans la région au XVIIIe siècle, est le pilier de son développement industriel. Les besoins de l'industrie horlogère ont progressivement donné naissance à un vaste réseau de sous-traitance et d'industries mécaniques. L'expansion de l'industrie, surtout à partir des années 1860, a complètement modifié le tissu social et économique de la région. L'industrie en plein essor avait besoin de travailleurs qui ne pouvaient être recrutés que par la migration. Une croissance démographique massive des centres industriels en a été la conséquence. Par exemple, la population de Moutier a doublé entre 1860 et 1900, alors que dans les centres économiques et commerciaux historiques comme La Neuveville, la population a stagné pendant la même période, comme le montre un impressionnant graphique (p. 33).

Les bouleversements sociaux et technologiques profonds vécus par la population durant cette période peuvent sans doute être comparés aux changements actuels dans le contexte de la numérisation et de la migration mondiale. Les dernières pages de ce premier chapitre sont consacrées à la période allant de 1975 à nos jours. Elles donnent à voir le revers de la médaille de la mondialisation : les stratégies de production et de vente mondiales peuvent être très rentables pour une entreprise ou un site, mais elles sont également sujettes aux crises. Dans les années 1970, le Jura bernois a été très durement frappé par la crise économique et horlogère mondiale. Le libre-échange, le transport des marchandises toujours moins cher et la concurrence salariale accrue au niveau mondial ont entraîné de nombreuses délocalisations de production à l'étranger, voire des fermetures d'usines. Le Jura bernois a été pris dans la spirale descendante de la désindustrialisation et du déclin démographique. En termes économiques, cependant, la région s'est étonnamment bien remise de cette profonde chute. L'industrie horlogère est à nouveau florissante, les machines de haute précision de la région sont demandées dans le monde entier, en particulier en Chine, et de nouvelles entreprises ont été créées dans les secteurs de la microtechnologie et de la médecine. Cependant, la reprise économique provoquée par la demande mondiale ne se reflète plus dans les chiffres de la population comme c'était le cas, par exemple, à la fin du XIXe siècle. Une grande partie de la main-d'œuvre industrielle du Jura bernois ne vit plus sur place, mais se rend au travail depuis le Plateau suisse ou la France voisine grâce à une mobilité motorisée simplifiée. Cet aspect négatif pour le tissu local est malheureusement omis dans le panorama de cet ouvrage par ailleurs très vivant de l'histoire économique du Jura bernois.

Les chapitres 2 à 6 constituent une sorte d'inventaire des entreprises du Jura bernois. Il est structuré par secteur (chapitre 2 : Horlogerie et équipementiers horlogers ; chap. 3 : Machines outils, outillage et périphériques ; chap. 4 : Décolletage, usinage et traitement de surface, véhicules, équipements médicaux et dentaires ; chap. 5 : Produits variés pour l'industrie, métrologie, produits complexes). Des centaines de portraits d'entreprises sont réalisés chronologiquement, par date de fondation. Un index permet de trouver des informations sur les différentes entreprises, ce qui fait de ce livre un ouvrage de référence précieux. Cela est particulièrement vrai pour les nombreuses entreprises qui n'ont pas survécu aux bouleversements des années 1970, mais qui ont néanmoins eu un fort impact sur l'histoire de la région et y ont ainsi laissé leurs traces. Cela est particulièrement vrai pour l'industrie horlogère. Un graphique (p. 64) donne une image impressionnante de la concentration dans l'industrie horlogère. Sur les 80 entreprises horlogères qui existaient dans le Jura bernois en 1960, une douzaine existent encore aujourd'hui. Entretemps, de nouvelles entreprises ont été créées, mais seulement une poignée. Même si les entreprises existantes, dont la plupart appartiennent au Swatch Group, donnent une grande importance à leur histoire à travers des publications et l'ouverture de musées

consacrés à leurs marques, cette approche est en réalité très insatisfaisante du point de vue de la recherche scientifique. Non seulement ces histoires sont focalisées exclusivement sur les marques, et non sur les réalités économiques et sociales plus larges de l'industrie horlogère, mais en plus elles adoptent une perspective autopromotionnelle, focalisée sur les réussites commerciales et passant du même coup sous silence les difficultés et les crises. L'histoire est donc avant tout un outil de marketing pour l'industrie horlogère actuelle et elle se concentre donc uniquement sur l'histoire du produit à vendre. La publication de Donzé et Jornod apporte à cet égard une correction qui aurait dû être faite depuis longtemps. On apprend, par exemple, que Longines n'était pas la seule marque de montres de Saint-Imier. Partout dans le monde, les gens portaient ou portent encore des montres Longines, mais aussi des montres de Saint-Imier des marques Léonidas, Marvin, Heuer, Excelsior Park, Moeris ou Pierre Balmain. Aujourd'hui, il ne reste plus que Longines.

Une autre grande valeur ajoutée du livre réside dans ses illustrations. Des centaines de photographies d'usines (vues intérieures et extérieures) et de représentations publicitaires en font un splendide ouvrage illustré. Les images proviennent principalement des collections du Centre de recherches et de documentation du Jura bernois Mémoires d'ici et du CEJARE de Saint-Imier. Cette iconographie est le résultat du travail inlassable d'archivage et de documentation effectué ces dernières années par les deux institutions de Saint-Imier. Les images publiées sont une invitation à visiter leurs archives et à poursuivre les recherches sur l'histoire industrielle du Jura bernois. Il serait également intéressant d'explorer les secteurs industriels qui ne figurent pas dans le livre, comme l'industrie de l'armement.

Le principal bémol à signaler à propos de cette publication est son faible tirage. Les 1500 exemplaires imprimés ont déjà été vendus au cours des deux premiers mois, de sorte que le livre est déjà épuisé. Qui veut lire et regarder le livre doit se rendre à la bibliothèque ou espérer une deuxième édition. Cette mauvaise nouvelle pour ceux qui n'ont pas pu mettre la main sur une copie à temps est une bonne nouvelle pour le monde de l'édition scientifique et de l'histoire industrielle, deux domaines qui mériteraient une plus grande reconnaissance dans la société.

FLORIAN EITEL

Hadrien Buclin, *Les intellectuels de gauche : critique et consensus dans la Suisse d'après-guerre (1945-1968),* Lausanne, Éditions Antipodes, 2019, 528 pages

Auteur d'un ouvrage sur l'écrivain français Maurice Blanchot, Hadrien Buclin – membre du comité de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AÉHMO) – a publié, en mars 2019, aux Éditions Antipodes (Lausanne) sa thèse de doctorat en histoire, consacrée aux intellectuels de gauche dans la Suisse de l'après-Deuxième Guerre mondiale.

L'histoire du mouvement ouvrier au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle avait fait l'objet d'études importantes menées par des

historiens comme Marc Vuilleumier, Hans-Ulrich Jost, Claude Cantini (pour ne citer qu'eux, dans le cadre romand) et Erich Gruner.

D'autre part, à l'occasion du cinquantenaire des événements de 1968, divers ouvrages et témoignages ont relaté la contestation des aspects très conservateurs de la société suisse.

Citons à ce propos quelques extraits d'un ouvrage récent, *Le siècle d'Emma*, par Éric Burnand et Fanny Vaucher (paru également aux Éditions Antipodes) :

« La Suisse des années 1950 est très timorée. Les règles morales sont strictes : les femmes ne votent pas et doivent obéissance à leur mari. Avant leur majorité civile (fixée à 20 ans), les jeunes n'ont aucun droit. L'avortement est proscrit dans la plupart des cantons et tout concubinage est interdit sous peine d'amende. Dans cette Suisse repliée sur sa prospérité, on se méfie de tout ce qui est différent : le rock'n roll, les objecteurs de conscience, les "blousons noirs", les pacifistes, les voisins bruyants, les artistes et surtout les étrangers ».

Hadrien Buclin aborde la problématique de l'engagement des intellectuel·le·s de gauche à l'échelle suisse. Il nous permet donc de mieux connaître les débats de cette époque aussi en Suisse alémanique et retrace l'évolution du statut des intellectuel·le·s, au sein ou à l'extérieur des partis existants, et les débats où ceux-ci furent impliqués.

Il documente aussi l'historique du « maccarthysme » suisse (persécution des milieux non conformistes dans les années 1950). Ce dernier n'avait rien à envier à son homologue étatsunien et il faut relever que les directions du Parti socialiste, participant au gouvernement fédéral depuis 1943, et de l'Union syndicale suisse y apportèrent leur contribution.

Parmi les épisodes de cette « chasse aux sorcières », la persécution judiciaire – à l'instigation du conseiller fédéral Eduard von Steiger (membre du PAB, parti ancêtre de l'actuelle UDC) – du journaliste Peter Surava, rédacteur au journal antifasciste *Die Nation*, puis momentanément au *Vorwärts* (organe alémanique du Parti suisse du travail).

Hadrien Buclin aborde notamment les débats au sein de la gauche sur l'URSS, dont le Parti suisse du travail faisait à l'époque l'apologie (une position qu'il a chèrement payée après l'intervention de l'URSS en Hongrie, en novembre 1956) et sur le colonialisme européen, pas forcément critiqué au sein du PSS. Toutefois, avec la détente Est-Ouest dans les années 1960, la critique du conservatisme suisse et la solidarité avec les mouvements de libération du « tiers-monde » furent mieux écoutées. Ainsi, en mai 1958, fut créé le mouvement contre l'armement atomique de la Suisse, qui réussit à faire aboutir (en nombre de signatures) une initiative s'opposant à l'armement nucléaire (alors envisagé sérieusement par les milieux militaires).

L'ouvrage d'Hadrien Buclin a fait l'objet de plusieurs notes de lectures (toutes recensées sur le site des Éditions Antipodes). Parmi celles-ci, on citera la contribution d'un acteur de cette période, Nils Andersson (responsable des Éditions La Cité, à Lausanne, et fondateur du Centre Lénine-Organisation des communistes de Suisse, en 1964), parue sur son blog : http://nilsandersson.net. Nils Andersson y dialogue avec Hadrien

Buclin, dont il souligne l'importance de la recherche.

HANS-PETER RENK

*

Les lectrices et lecteurs de nos *Cahiers* sont sans doute pour la plupart des intellectuels, et de gauche. Ah, qu'ils seraient comblés d'être reçus comme des prescripteurs, des timoniers guidant le peuple ! Ah, si revenait l'époque de Sartre, de Camus, d'André Gorz ! Oui, vraiment ?

Les intellectuels dont Hadrien Buclin étudie les positions et le devenir dans sa thèse – un pavé – n'ont pu jeter que de petits pavés dans la mare insipide du consensus helvétique de l'époque. Ils l'ont souvent payé cher : qu'on pense à André Bonnard, à Konrad Farner, à Nils Andersson… Ils avaient affaire à un monstre mou, avec son partenariat social, sa culture du compromis et sa formule magique, le mutisme sur les arrangements avec le nazisme et le fascisme, l'intégration de la social-démocratie dans les institutions, les programmes scolaires évitant les questionnements, on peut poursuivre la litanie.

Il n'est pas impossible que certains des personnages présentés aient rêvé d'être des prescripteurs et de se gagner l'adhésion du peuple entier, les premiers pro-chinois sans doute, peut-être aussi un Freddy Buache, voire un Sylvain Goujon. Mais ils ont courageusement été partout, dans les partis, les syndicats, les courants socialistes religieux ; ils ont publié des revues, bravé les critiques, parfois la prison ou les interdictions professionnelles.

Le livre nous raconte cela de manière souvent prenante. Un de ses nombreux intérêts est l'éclairage qu'il offre sur les mouvements et personnalités alémaniques, notamment les « non conformistes » autour de la revue *Neutralität*, peu connue en langue française.

Hadrien Buclin reste assez attaché à la forme du parti politique, il comprend moins bien les marginaux et dissidents, les pacifistes sans parti, l'anticommunisme de gauche qui a aussi été présent en Suisse. On peut regretter que certaines sources lui aient échappé, mais la faute à qui ? Il ne prétend pas établir un répertoire exhaustif. On croise ainsi dans ses pages Anne-Catherine Menétrey, mais pas Anne Cuneo, ni les premières élues dans les cantons, Eugénie Chiostergi, Marceline Miéville (en 1959, le quotidien socialiste *Le Peuple* craint une « invasion de jupons »…). Les réfractaires français à la guerre d'Algérie qui ont exercé une influence indéniable sur le Mouvement démocratique des étudiants sont peu identifiés. Et la Suisse italienne est absente, que pouvait-il bien s'y passer ?

On pourrait aussi gloser sur les notions de gauche et de droite. Les pacifistes et antimilitaristes sont-ils toujours de gauche ? Les anticommunistes, de droite ? Le sous-titre de l'ouvrage, *Critique et consensus*, invite à poursuivre le débat.

MARIANNE ENCKELL

Olivier Filleule, Vanessa Monney et Hervé Rayner, *Le métier et la vocation de syndicaliste*,
Lausanne, Éditions Antipodes, 2019, 391 pages

Issu d'une recherche menée entre 2011 et 2016 auprès de membres et de salarié·e·s de syndicats affiliés à l'Union syndicale suisse (USS) et à

Travail.Suisse (TS), ce livre sur le travail syndical retient l'attention par sa focale : le métier de syndicaliste et les politiques de l'égalité entre les femmes et hommes dans les syndicats en tant qu'employeurs.

Empruntant des outils à différentes disciplines des sciences sociales, sociologie du militantisme et de l'engagement associatif, études genre et sociologie du travail, cette étude aborde de nombreux aspects. Ainsi, quatre chapitres considèrent tour à tour les spécificités de la socialisation du personnel et des militant·e·s syndicaux, les voies d'accession au travail syndical, les manières de vivre l'exercice du métier, ainsi que les parcours syndicaux. Deux autres chapitres s'attachent à la nature du travail de syndicaliste et à la division sexuée du travail.

Disons-le d'emblée, les profils des syndicalistes et l'engagement dans l'activité syndicale affichent une hétérogénéité prononcée, étant donné la population étudiée. Ce n'est que dans les années 1980, portées par diverses transformations sociales, que les femmes accèdent en plus grand nombre au travail syndical, le plus souvent dans des syndicats actifs dans les branches du tertiaire, celles qui concentrent un grand nombre de femmes, la santé, le social et l'enseignement. Comparées aux hommes, elles sont en moyenne plus souvent issues de milieux un peu plus favorisés et exercent un autre métier avant de rejoindre le syndicat.

Si la proximité avec l'engagement politique est une caractéristique commune aux femmes et aux hommes pour être recruté·e dans un syndicat, les formes de socialisation à l'engagement varient fortement selon l'appartenance syndicale (USS ou TS), selon qu'elles passent par la famille, la religion ou les groupes politiques. De ce fait, le vivier de recrutement des permanent·e·s relève soit des « partis politiques de gauche ainsi que les associations qui gravitent dans leur orbite » (p. 85) pour les fédérations de l'USS, ou d'associations catholiques pour celles de TS.

Les voies d'accession au métier de syndicaliste diffèrent fortement, selon que l'entrée relève de la proximité apportée par l'activité des parents ou de proches ou d'une démarche volontaire associée à une activité militante. Ensuite, les modalités d'entrée dans le syndicat répondent à des logiques différentes : primo emploi, reconversion professionnelle ou rupture professionnelle. Cette diversité est également liée au travail de sélection mené par les syndicats eux-mêmes, qui change à partir des années 1990, avec un recrutement de plus en plus souvent effectué en dehors du vivier des syndiqué·e·s. Cette transformation a permis aux femmes et aux personnes issues de l'immigration d'être engagé·e·s en qualité de secrétaires syndicaux. Le recrutement des premières répond à une logique de genre : dans des secteurs associés au féminin ou dans le dessein de recruter des femmes dans des branches sans tradition syndicale comme la vente. Si ce métier attire de plus en plus de femmes, il convient de souligner que l'engagement se fait pour celles des générations actuelles moins « dans une logique de reconversion de ressources militantes acquises dans les mobilisations étudiantes et politiques » que dans la possibilité de pouvoir exercer « un métier de contact dans le domaine social autant que du politique » (p. 132-133).

Le travail syndical implique le déploiement d'une grande diversité de tâches, exige une disponibilité temporelle élevée (soir et week-end) et convoque une large gamme de compétences (juridiques, politiques, sociales, animation de séances, prise de parole publique, organisation de manifestations, écoute, etc.). La nature du travail combine travail collectif (campagnes politiques, mobilisations sur lieux de travail) et conseil individualisé aux membres. Par ailleurs, les salarié·e·s sont de plus en plus souvent confrontés à des objectifs individuels et d'équipe (construire le syndicat au travers du recrutement de membres) comme dans les entreprises du secteur privé, ce qui n'est pas sans entraîner des résistances et des stratégies d'évitement face au «syndicalisme de service» qui a progressivement pris le pas sur un syndicalisme donnant la priorité aux mobilisations collectives.

Le titre de cet ouvrage met en exergue l'une des principales caractéristiques du travail syndical, qui est d'être pris entre travail salarié et bénévolat, activité professionnelle et engagement politique. Bien que la rhétorique de la vocation, du désintéressement ressorte fréquemment dans les propos recueillis, l'ensemble des enquêté·e·s est loin de partager l'éthos professionnel qui exige une grande disponibilité. Si les cadres syndicaux de sexe masculin ont une trajectoire linéaire à plein temps, les secrétaires syndicales font clairement état d'un arbitrage entre les différents temps sociaux, professionnel et privé (familial). Pour les femmes, l'articulation des sphères de vie entraîne une tension perpétuelle entre différentes temporalités et charges de travail. «L'intrication de l'engagement syndical avec la sphère familiale est plus facile pour les hommes dont il n'est pas attendu socialement qu'ils prennent en charge au premier plan les dimensions affectives et relationnelles.» (p. 216) Les hommes, toutes générations confondues, mettent en premier plan le métier en s'engageant corps et âme dans l'activité syndicale, alors que les femmes, tous syndicats confondus, affichent davantage de distance avec le syndicat et dénoncent le décalage ressenti entre le discours progressiste prônant l'égalité entre les sexes et les réalités du terrain.

La division sexuée du travail fait l'objet d'un long chapitre, qui permet de mettre en évidence différentes formes de domination masculine. Sont tour à tour examinées la «place dévalorisée et invisible du travail administratif», la «monopolisation des positions de pouvoir» par les hommes, et la «place fortement dominée du travail des commissions femmes» au sein de l'USS et de TS. L'analyse des postes occupés fait apparaître une division sexuée du travail entre postes administratifs et postes politiques. Alors que les premiers, moins valorisés tant en termes monétaires que symboliques, sont quasi exclusivement en mains féminines, les seconds, plus prestigieux, sont monopolisés par les hommes. Réalisé intramuros, le travail administratif est largement invisibilisé, le personnel administratif effectue un travail considérable sans lequel les syndicats ne pourraient pas fonctionner. Ensuite, les femmes se cognent à un «plafond de verre» malgré l'existence de politiques de quotas dans certaines organisations syndicales. «Au final, très peu de femmes occupent seules des postes de pouvoir même si la co-direction peut

constituer une étape» (p. 242). Enfin, les groupes d'intérêt «femmes» font l'objet d'un désintérêt marqué, ce qui contribue à invisibiliser et disqualifier le travail des femmes syndicalistes. Souvent considérée comme «un luxe comparé à la sauvegarde de l'emploi, la défense des salaires et des conditions de travail» (p. 251), l'égalité professionnelle n'est pas une priorité. Les syndicats renvoient à un espace où sont présents de nombreux hommes, où les modèles virils prévalent en matière de sociabilité, d'organisation pratique du travail syndical et de la représentation du «bon syndicaliste». Les enquêtées font état de sexisme ordinaire, soit de remarques, de comportements ou attitudes qui délégitiment, dévalorisent les femmes, pouvant prendre la forme de paternalisme bienveillant ou de harcèlement sexuel.

Une relecture attentive du manuscrit par une personne experte du domaine aurait permis d'éviter quelques faiblesses et coquilles. Des noms d'auteur·e·s mal orthographiés, une fédération syndicale rattachée à la mauvaise faîtière (la FOBB n'est pas dans TS, p. 88), un concept attribué à un homme alors qu'il a été forgé par une femme (Danièle Kergoat est à l'origine du concept de division sexuée du travail, p. 227). Enfin, on regrette que l'équipe n'ait pas fait davantage appel à l'histoire des syndicats et n'ait pas toujours pu ou su prendre de la distance avec les propos recueillis.

MAGDALENA ROSENDE

Sandro Marcacci, *L'eau, le sale, la peur. Via Crucis*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2019, 90 pages

Neuchâtel, fin du XIXe siècle: une fièvre mystérieuse, froide et sèche, frappe les habitants des quartiers misérables du bas de la ville. Les autorités ne semblent pas vouloir la nommer, ni d'ailleurs le médecin, dont le malaise et les mots se diluent dans l'eau lorsqu'il l'analyse.

Car dans le bas, l'eau suinte de partout, de la terre, des roches, des pontons, des quais et des lavoirs. Dans les quartiers d'immeubles délabrés, les pièces des maisons sont si exiguës que certains enfants dorment sur le palier, dans les caves. Et progressivement, les décès se font de plus en plus nombreux: il y a trois jours, un jeune homme dans le quartier du port, puis c'est au pénitencier… «Et au début, on ne dit rien car on ne veut pas être celui qui se plaint d'une simple fatigue».

Mais un homme, artisan menuisier habitant du bas, ne peut ni ne veut supporter d'assister à la douloureuse agonie de la fillette de son humble voisine. Cette petite se meurt, reléguée par crainte de la contagion, dans une chambre à lessive, au sous-sol de leur maison.

Et il y en a d'autres comme la petite, car la maladie n'abdique pas. Quelle est donc l'origine de cette épidémie, de ce qui s'en vient faire mourir en ville en bas… alors que dans le haut, sous les monts et à l'est des coteaux, on ne signale aucun malade? L'eau? Le sale? Ou les impondérables ? Ou encore que la science doit rester humble, comme le dit le docteur? L'artisan se met en quête de la source du mal tout au long des

torrents, dans les creux de la rivière, autour des captages : « mais la suite on la connaît ou du moins on la devine ». Car en ce combat douteux, il se heurtera à de troubles intérêts.

L'ouvrage, très librement inspiré de la chronique d'une épidémie de fièvre typhoïde qui sévit à la fin du XIXe siècle à Neuchâtel, est ponctué de petites photographies en noir et blanc, dans lesquelles l'eau, l'abandon, la décrépitude et la ruine sont omniprésentes.

Ce livre de petit format m'a touchée grâce à son écriture pudique et délicate, empreinte de compassion envers les humbles, ceux « qui ne comptent pas », et de tendresse pour celui qui ne se résigne pas.

FRANÇOISE PITTELOUD

Éric Burnand, Fanny Vaucher, *Le siècle d'Emma. Une famille suisse dans les turbulences du XXe siècle,* Lausanne, Éditions Antipodes, 2019, 207 pages

Il est presque impossible de ne pas en avoir déjà entendu parler, à défaut de l'avoir lu, puisque le premier tirage a été immédiatement écoulé (mais il reste des exemplaires du second tirage, rassurez-vous) : *Le siècle d'Emma*, un condensé d'histoire suisse contemporaine, sur quelques deux cents pages et quatre chapitres. Rédigé par Éric Burnand, journaliste, qui a notamment produit *C'était mieux avant ?* à la Télévision suisse romande, et finement mis en images par Fanny Vaucher, illustratrice indépendante, *Le siècle d'Emma* propose une plongée dans l'histoire récente du pays.

Le premier chapitre s'attache aux pas d'Emma, jeune femme née à Granges en 1900. Issue d'une famille modeste affectée par les pénuries de la guerre et la grippe espagnole, elle voit son fiancé, ouvrier dans l'horlogerie, mourir sous les tirs de la troupe lors de la grève générale. On la suivra tout au long du livre, devenue enseignante, socialiste, licenciée de son poste après la crise de 1933-1936, car mère et épouse, suffragiste, puis retraitée toujours intriguée par l'actualité.

Son frère Franz est employé de banque à Zurich, où il prend également part à la grève. Considéré comme un agitateur, il se retrouve au chômage. Amer, il en veut non seulement aux syndicats, mais aussi aux « proprios juifs [qui] empochent des millions », et se rapproche de l'extrême droite. Arrêté pour espionnage, il est fusillé le 1er mars 1944. C'est le cadre du deuxième chapitre, qui montre une des faces sombres de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale.

Le fils de Franz, Thomas, est rapatrié peu après par la Croix-Rouge depuis l'Allemagne, que la mère avait rejoint. Recueilli par Emma, il passe ensuite son adolescence à Lausanne où il tombe amoureux de Giovanna, qui travaille en 1957 comme serveuse avec un permis de saisonnière. Celle-ci, après avoir laissé son fils en Italie trois saisons de suite, se décide à le faire venir clandestinement en Suisse, et Renato y devient un « enfant du placard ».

Le prochain chapitre suit Véronique, militante féministe à Genève, mère célibataire par choix et fervente opposante à l'énergie atomique. On se place ici résolument du côté de sa

protagoniste grâce au travail d'illustration très fin de Vaucher. Véronique, née en 1947, ne se retrouve pas dans les mouvements féministes traditionnels, représentés ici par l'Alliance des sociétés féminines suisses. La militante est proche de sa grand-mère Emma, qu'on retrouve en épilogue du livre. En 1989, la vieille femme découvre avec stupeur l'affaire des fiches, et encore plus qu'elle a été l'objet de surveillance depuis 1918. Votera-elle finalement en faveur de l'initiative du Groupe pour une Suisse sans armée?

Suivre l'histoire d'Emma et de sa famille, c'est entrer dans l'histoire d'une Suisse avant tout urbaine, entre Romandie et Suisse alémanique – car le Tessin est absent du récit. Connectée aux milieux socialistes, Emma connaît de nombreuses personnalités qu'on croise au fil du livre: Ernst Nobs en meneur de grève, ou Willi Ritschard comme premier conseiller fédéral issu du monde ouvrier, la militante féministe Jacqueline Berenstein-Wavre ou encore la vidéaste Carole Roussopoulos. Des figures plus sombres aussi: le général Guisan présenté en briseur de grève, ou le frontiste Max Keller.

L'ouvrage est conçu de manière didactique. À chaque chapitre correspond une représentation stylisée de la Suisse avec les principales informations de la séquence. Ainsi, la carte illustrant la situation dans le pays pendant la Première Guerre mondiale met en avant le fossé non seulement moral entre les régions linguistiques, mais également social, entre les populations citadines et paysannes, et enfin politique, entre le gouvernement, le comité d'Olten, les soldats et les grévistes. Celle qui illustre les années 1956-1959 présente un «peuple frileux», représenté par des nains de jardin, dans «une économie qui fait boom» grâce à la main-d'œuvre étrangère.

Toutefois, ce souci de didactisme pousse parfois à une narration trop lisse. On peine ainsi à suivre la femme de Franz, fervente nazie, qui serait choquée de découvrir les refoulements de personnes juives à la frontière, par exemple. Plus gênant du point de vue historique, les militantes féministes de 1959 sont présentées ici comme des «pionnières», une curieuse façon de d'aplanir des décennies de luttes. Mais il est évident que le format même de l'ouvrage donne la priorité à la narration qu'on suit effectivement facilement, au détriment parfois d'une certaine complexité.

L'ouvrage donne envie d'en savoir plus, d'aller voir dans ces failles de la société qui ne sont qu'à demi-mot révélées. Une brève bibliographie pour guider les personnes désireuses d'acquérir des connaissances plus complètes aurait été bienvenue. On ne manque pourtant ni de synthèses ni d'ouvrages plus spécialisés mais accessibles à un public curieux. La bédé, qui reste de grande qualité malgré ces bémols, constitue en effet une excellente porte d'entrée dans l'histoire suisse, notamment pour les plus jeunes, mais pas seulement. Elle s'adresse à un large public, qui aura plaisir à découvrir une histoire suisse beaucoup plus passionnante que ce que sa réputation ne laisse parfois penser.

PAULINE MILANI